

LES FRANÇAIS ET L'ÉTAT DE LA DÉMOCRATIE :

Le bilan du quinquennat d'Emmanuel Macron

Etude Ifop pour [Décider Ensemble](#)



Alors que [l'Appel d'Amiens](#), visant à interpeller les candidats aux élections législatives et présidentielles sur la nécessité de renouveler notre démocratie, atteint plus de 250 signatures, Décider Ensemble et l'Ifop publient une enquête sur le rapport des Français à la démocratie et à la participation citoyenne permettant à la fois de faire un état des lieux de la démocratie française à quelques mois de la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron et d'évaluer les solutions pour améliorer la participation des citoyens. Réalisée auprès d'un échantillon de 1 000 Français, cette étude révèle qu'une part majoritaire de la population fait le constat que la démocratie va mal en France aujourd'hui et surtout que la situation s'est dégradée au cours des cinq dernières années. Dans ce cadre, les Français affirment toutefois leur volonté de participer plus largement à la vie démocratique, que ce soit via une démocratie plus directe mais aussi plus participative.

LES CHIFFRES-CLÉS DE L'ENQUÊTE

1. Une majorité de Français estiment que la démocratie fonctionne mal en France. Plus d'un Français sur deux (54 %) juge que la démocratie ne fonctionne pas bien en France dont près d'un sur cinq (18 %) qu'elle ne fonctionne « pas du tout », un sentiment corroboré par le dernier classement du « Democracy Index » de The Economist, où la France se place dans la catégorie des « démocraties imparfaites », à la 24^e place dans le monde.

Ce jugement du dysfonctionnement de la démocratie en France se retrouve particulièrement au sein des catégories de la population les plus éloignées de la vie civique, que ce soit par leur éloignement géographique ou social avec les institutions politiques et économiques. Ainsi, 66 % des non-diplômés du baccalauréat et 66 % des ruraux estiment que la démocratie fonctionne mal, tout comme 64 % des ouvriers et 63 % des personnes aux revenus modestes. Politiquement, 75 % des électeurs Le Pen en 2017 mais aussi 57 % des électeurs Mélenchon et 61 % des abstentionnistes se déclarent insatisfaits du fonctionnement démocratique de la France, des catégories sous voire non représentées au sein des institutions politiques.

2. Les Français constatent une dégradation de l'état démocratique du pays sous Emmanuel Macron. Sur le long terme, depuis 2009, le constat d'un mauvais fonctionnement démocratique marque avec le quinquennat d'Emmanuel Macron un retour à une situation d'avant le mandat de François Hollande où les Français se montraient déjà critiques sur l'état de la démocratie. En décembre 2012, 54 % des Français estimaient que la démocratie fonctionnait mal en France, contre 54 % aujourd'hui, avec un pic à 70 % en décembre 2016.

Toutefois, les Français jugent très largement (48 %) que cet état s'est détérioré au cours du quinquennat d'Emmanuel Macron, contre seulement 7 % qu'il s'est amélioré. Ce constat de dégradation de la situation est globalement partagé au sein de la population même s'il apparaît comme plus prégnant au sein de catégories déjà critiques sur l'état de la démocratie (55 % des non-diplômés du baccalauréat, 51 % des personnes âgées de 65 ans et plus ou encore 60 % des sympathisants de droite). A noter que près d'un cinquième (18 %) des personnes estimant aujourd'hui que la démocratie fonctionne bien en France voient quand même une dégradation de la situation depuis 2017.

3. Plus de place donnée aux citoyens : le remède des Français à la crise démocratique. Partagés sur le constat de l'état de la démocratie, les Français se retrouvent très largement (84 % d'entre eux) dans l'idée que les citoyens doivent prendre une part plus importante dans le processus de prise de décision politique, qu'ils estiment que la démocratie fonctionne bien (79 %) ou pas bien (88 %). Par ailleurs, toutes les catégories politiques partagent cette même idée, que ce soient les sympathisants de gauche (90 %), de la majorité présidentielle (70 %), de la droite (84 %) ou du Rassemblement national (93 %).

4. Education civique, référendums et décentralisation comme outils pour améliorer le fonctionnement démocratique. Soutenant l'idée que les citoyens doivent avoir une place plus importante au sein de la démocratie, les Français jugent majoritairement comme « tout à fait prioritaire » pour améliorer le fonctionnement démocratique de la France le recours à des référendums nationaux ou locaux (49 %), à égalité avec le renforcement de l'enseignement civique centré sur la démocratie et la participation citoyenne (49 %) mais aussi à une adaptation de la prise de décision locale aux spécificités de chacun des territoires (48 %). Loin devant d'autres solutions comme le développement de démarches participatives (36 %) ou encore l'amélioration de la place du Parlement au sein des institutions soit avec le renforcement de ses pouvoirs (34 %), son élection à la proportionnelle (33 %) ou le renforcement des pouvoirs de l'opposition (27 %).

Méthodologie : Étude Ifop pour [Décider Ensemble](#) réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 30 novembre au 1er décembre 2021, auprès d'un échantillon de 1 009 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Le point de vue IFOP (Paul Cébille) sur l'étude

Les Français font un constat assez sévère sur l'état de la démocratie en France depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron, un mandat marqué à la fois par la crise des Gilets jaunes, les restrictions liées au COVID et surtout par une progression importante de l'abstention, que ce soit aux élections locales mais aussi nationales. L'étude montre qu'une part majoritaire de la population ne se retrouve plus dans la démocratie française actuelle, à la fois au sein des catégories sociales populaires mais également au sein de catégories politiques que l'on ne retrouve plus seulement aux extrêmes mais à droite plus largement, renforçant ainsi l'idée d'une rupture entre une « classe dominante » et la majorité de la population.

Face à ce problème, les Français s'attachent au renforcement de la démocratie par des outils de démocratie directe et participative comme le référendum, et par l'éducation civique centrée sur la participation. Réputés Jacobins, ils se montrent pourtant très largement favorables à l'adaptation de la prise de décision locale à la spécificité de chaque territoire.

Une double volonté s'exprime alors : celle de rapprocher les citoyens du pouvoir et le pouvoir des citoyens.

A propos de Décider Ensemble www.deciderensemble.com

Décider ensemble, think tank créé il y a plus de 15 ans, s'attache à réunir les acteurs de la société française pour créer une culture de la décision partagée et aborder les thématiques de participation, de concertation et de dialogue entre parties prenantes. La gouvernance transpartisane de Décider ensemble s'appuie sur un Conseil scientifique et un Bureau composé de représentants d'entreprises, d'ONG, de collectivités locales et d'universitaires spécialistes du domaine de la participation. L'association est présidée par Bertrand Pancher, Député de la Meuse, et gérée au quotidien par une équipe de 4 salariés et 2 stagiaires.

Parmi ses principales activités, Décider ensemble coordonne chaque année l'organisation des Rencontres européennes de la participation, le rendez-vous des professionnels et praticiens non professionnels de la participation citoyenne et de la concertation. Ces Rencontres réunissent près de 1000 personnes pour une semaine d'échange, de mise en réseau, de débat et de partage expérience. Décider ensemble remet également tous les ans ses Trophées de la participation & de la concertation aux collectivités, entreprises ou associations ayant mises en place des démarches de participation innovantes.

Contacts

Décider Ensemble

Sarah Grau, co-directrice

Tél. 06 82 86 05 17

s.grau@deciderensemble.com

Christophe Rossignol

Tél. 06 44 31 16 80

Ifop

Paul Cébille, chargé d'études Senior

Tél. 01 72 34 94 08

paul.cebille@ifop.com